

d'œuvre et de l'Immigration ainsi que tous les autres. Munis d'instructions particulières ils feront l'impossible pour que tous les Canadiens congédiés puissent s'employer ailleurs ou bénéficient de cours de recyclage et de toute l'aide supplémentaire qui pourra leur être fournie.

LA SITUATION ÉCONOMIQUE

L'INFLATION ET LES SUITES POSSIBLES DES MESURES D'AUSTÉRITÉ

M. Eldon M. Woolliams (Calgary Nord): J'aimerais poser une question au premier ministre suppléant. Après que M. Roberts de la Federal Reserve des États-Unis, eut signalé que les mesures d'austérité mises en application aux États-Unis et au Canada pourraient déclencher une récession grave et une augmentation du chômage, le gouvernement fédéral a-t-il reçu un avis similaire du Gouverneur de la Banque du Canada, M. Rasminski?

L'hon. Mitchell Sharp (premier ministre suppléant): L'opinion du Gouverneur de la Banque du Canada est évidemment confidentielle à moins d'être rendue publique par lui-même.

M. Woolliams: Existe-t-il un accord entre les gouvernements américain et canadien à l'endroit de ces mesures d'austérité qui sont en train de provoquer un chômage régional et national au Canada?

L'hon. M. Sharp: Il n'existe évidemment aucun accord qui oblige nos politiques fiscales, monétaires ou autres à être identiques.

LES AFFAIRES EXTÉRIEURES

LE LIEU ET LA DATE DE LA CONFÉRENCE DES PREMIERS MINISTRES DU COMMONWEALTH

M. Rod Thomson (Battleford-Kindersley): Ma question s'adresse au premier ministre suppléant. Le gouvernement fédéral va-t-il inviter les pays membres du Commonwealth à tenir la prochaine conférence des premiers ministres à Ottawa?

L'hon. Mitchell Sharp (premier ministre suppléant): Je suis content qu'on ait posé cette question car les journaux ont répandu à tort la nouvelle que le Canada hésiterait à tenir la réunion à Ottawa. C'est faux. Nous serions disposés à accepter le lieu désigné à l'unanimité par les chefs de gouvernements pour la tenue de la réunion. Si c'est Ottawa, nous en serions heureux. Nous avons, naturellement, participé à des entretiens au sujet de la date de la conférence. Nous aurions préféré qu'elle ait lieu à une époque de beau temps, et en 1971.

[L'hon. M. Sharp.]

M. Andrew Brewin (Greenwood): En ce qui concerne cette accusation, peut-être fausse, comme quoi la politique étrangère du Canada s'oriente vers un point de vue continental, le premier ministre suppléant voudrait-il nous dire si le Canada a réellement l'intention d'inviter les premiers ministres de ce commonwealth multinational à se rencontrer au Canada?

L'hon. M. Sharp: Il semble que venir à Ottawa soit d'un certain intérêt pour les premiers ministres; il nous suffit de dire, je crois, qu'ils seront les bienvenus ici. Nous ferions tous bon accueil aux premiers ministres du Commonwealth, j'en suis certain, s'ils veulent venir ici. Ils savent qu'ils seraient bien reçus. Une invitation spéciale n'est pas nécessaire.

Le très hon. J. G. Diefenbaker (Prince-Albert): Le ministre s'exprime en termes excessifs quand il dit que la Conférence des premiers ministres trouvera ici bon accueil. Le gouvernement canadien n'a-t-il pas refusé en 1969 qu'elle ait lieu au Canada?

M. l'Orateur: A l'ordre, je vous prie.

LE VOYAGE DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE AUX ÉTATS-UNIS

M. R. Gordon L. Fairweather (Fundy-Royal): J'ai une question supplémentaire pour le secrétaire d'État aux Affaires extérieures. Elle porte sur le même thème de la réconciliation. Étant donné que le président de la république française doit rendre visite au président des États-Unis la semaine prochaine, le Canada a-t-il invité M. Pompidou à venir à Ottawa avant ou après sa visite à Washington?

M. l'Orateur: Il me semble que la question a déjà été posée. Toutefois, le premier ministre suppléant peut y répondre s'il le désire.

L'hon. Mitchell Sharp (premier ministre suppléant): Je reconnais, monsieur l'Orateur, que la question du député de Prince-Albert n'était pas recevable, mais je veux simplement nier l'exactitude de sa déclaration.

Le très hon. M. Diefenbaker: La dénégation n'est pas conforme à la vérité.

Des voix: Oh!

M. l'Orateur: A l'ordre, je vous prie. La question devrait peut-être faire l'objet d'un débat. L'honorable représentante de Vancouver-Kingsway a la parole.

M. Fairweather: Que dire du président de la république française?